

## REPONSES DE GRDF - DIFFUSION PUBLIQUE

# CONSULTATION PUBLIQUE DU 27 JUILLET 2016 RELATIVE AUX PROCHAINS TARIFS D'UTILISATION DES RESEAUX PUBLICS D'ELECTRICITE HTA ET BT (TURPE5 HTA-BT) APPLICABLES AU 1ER AOÛT 2017

**DATE :**

16 SEPTEMBRE 2016

**DESTINATAIRE :**

COMMISSION DE REGULATION DE L'ENERGIE

GRDF considère que le futur tarif TURPE 5 doit couvrir le coût des projets de transformation dans lesquels ENEDIS et GRDF sont engagés, en cohérence avec la décision tarifaire ATRD5.

En ce qui concerne le cadre de régulation incitative des prochains tarifs «TURPE 5 HTA – BT», GRDF accueille favorablement l'ensemble des orientations retenues par la CRE qui sont pour la plupart cohérentes avec celles adoptées pour le tarif péréqué d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel de GRDF (« ATRD5 »).

Il est néanmoins logique que certains dispositifs soient différents en fonction des problématiques spécifiques à une énergie, comme par exemple la régulation incitative de la continuité d'alimentation pour ENEDIS.

De nouveaux sujets sont apparus depuis l'élaboration du tarif «ATR5». Certains de ces sujets concernent l'électricité et le gaz naturel et sont traités dans la présente consultation publique avec notamment une possible adaptation du cadre de régulation.

GRDF estime donc légitime de prévoir une adaptation du cadre de régulation de l'ATR5 prenant en compte ces évolutions. Ce point fait l'objet de la présente contribution de GRDF à la consultation publique relative au TURPE 5 HTA-BT.

**Question 18 : Etes-vous favorable à l'introduction dans le TURPE 5 de la possibilité de prendre en compte des projets de déploiement des réseaux électriques intelligents proposés par Enedis en cours de période tarifaire ?**

Compte tenu du caractère très évolutif du Smart Grid et des incertitudes qui pèsent aujourd'hui sur les paramètres économiques, GRDF est favorable à cette disposition.

GRDF constate des demandes émergentes mais croissantes des collectivités pour des projets smart grids s'appuyant sur la complémentarité gaz-électricité en particulier pour répondre aux besoins de flexibilité du réseau électrique. Dans ce contexte, il nous paraîtrait également pertinent d'introduire une souplesse identique au TURPE dans l'ATRD5 afin de permettre le soutien à ce type de projets, dont la volumétrie et les besoins en accompagnement sont encore difficiles à évaluer à ce stade.

**Question 20 : Etes-vous favorable aux évolutions de périmètre du CRCP envisagées par la CRE ? Etes-vous favorable ou défavorable à l'inclusion dans le périmètre du CRCP des redevances de concession ?**

Nous sommes favorables à l'orientation proposée de prendre en compte au CRCP les charges liées au remboursement des impayés aux fournisseurs pour la part acheminement pour les mêmes motifs que ceux ayant prévalu à l'inclusion de ce poste au CRCP du tarif ATRD5.

Au sujet de la rémunération du fournisseur au titre de la gestion des clients en contrat unique, il est rappelé l'ensemble du contexte en électricité et en gaz avec toutes les décisions intervenues de la part du CoRDiS, de la cour d'appel de Paris et du Conseil d'Etat.

La CRE a engagé des travaux sur ce sujet qui concerne aussi bien l'électricité que le gaz naturel ; elle prévoit une consultation publique à l'automne 2016.

La CRE envisage d'inclure au CRCP les charges supportées par ENEDIS au titre de la rémunération des fournisseurs. GRDF est favorable à cette orientation et estime légitime de prévoir une adaptation du cadre de régulation du tarif ATRD5 afin de prendre en compte la même disposition dès le mouvement tarifaire prévu au 1<sup>er</sup> juillet 2017.

Enfin, en ce qui concerne les redevances de concession, GRDF est également favorable à leur inclusion au CRCP dès lors que de nouvelles « règles » sont mises en place en concertation avec les autorités concédantes via un nouveau modèle type de contrat de concession.

En ce qui concerne le tarif ATRD5, GRDF estime que les conséquences de la mise en place d'un nouveau modèle de contrat de concession en gaz rentrent dans le cadre de la clause de rendez-vous activable au bout de deux ans (conséquences de nouvelles dispositions législatives ou réglementaires ou d'une décision juridictionnelle ou quasi juridictionnelle).